FEMYSO: La lettre de Darmanin demandant à la Commission que cette ONG “proche des Frères musulmans” ne reçoive plus “aucun soutien des institutions européennes” est restée lettre morte (MàJ: Le gouvernement “réaffirme l’engagement pris”)

29/09/2022 à 12h43



29/09/2022

> *La laïcité doit être respectée par les institutions européennes. Je réaffirme l’engagement pris.*
>
> *Avec @GDarmanin et @MinColonna, nous avons écrit à la Commission européenne. J'ai rencontré @helenadalli.*
>
> *Nous ne céderons rien sur nos valeurs d'inclusion et d'émancipation. https://t.co/lYK5JpNuSk*
>
> *— Laurence Boone (@LaurenceBoone) September 29, 2022*

22/09/2022

MàJ: Le FEMYSO accuse le gouvernement “d’islamophobie flagrante”

Pourquoi l’islamophobie en Europe doit être abolie

Par Hande Taner, Présidente du FEMYSO

Aujourd’hui marque la Journée européenne contre l’islamophobie. Alors que nous commémorons cette journée, je pose une simple question à ceux qui dirigent les institutions censées nous représenter tous : sont-ils satisfaits de leur travail (ou de leur manque de travail) **pour lutter contre ce fléau dans toute l’Europe** ?

L’islamophobie est souvent définie comme “*des actes de violence et de discrimination, ainsi que des discours racistes, alimentés par des abus historiques et des stéréotypes négatifs qui conduisent à l’exclusion et à la déshumanisation des musulmans et de tous ceux qui sont perçus comme tels. L’islamophobie n’a rien à voir avec la critique de l’islam*”.

Les résultats d’une enquête publiée par l’Agence des droits fondamentaux de l’Union européenne (FRA) en juin 2020 ont montré que 22 % de la population générale de l’UE ne se sentirait pas à l’aise si un musulman était son voisin ; 31 % ne se sentiraient pas à l’aise si un membre de leur famille épousait un musulman ; et 21 % estiment qu’il serait acceptable de ne pas embaucher une femme musulmane parce

qu’elle porte un foulard islamique.

Tout au long de la vie des jeunes que je représente, l’Islam et les musulmans ont été diabolisés et déformés quotidiennement. Les données ci-dessus en indiquent les conséquences. **Cette forme spécifique de racisme** ne sera pas combattue tant que les dirigeants ne s’y attaqueront pas sérieusement – à l’heure actuelle, elle n’est pas considérée comme une priorité.

L’islamophobie institutionnelle en Europe

En tant que présidente de la FEMYSO, qui est la voix de la jeunesse musulmane en Europe et qui représente 33 organisations de jeunes musulmans dans 21 pays européens, je défendrai bien sûr la cause pour laquelle j’ai été élue. **Cependant, lorsqu’il s’agit d’islamophobie, il ne s’agit pas de critiquer le travail accompli, mais de s’étonner du fait que presque rien ne soit fait.**

Vous pensez peut-être que je dramatise un peu, mais ce n’est pas le cas – et voici pourquoi. Certains seront peut-être choqués d’apprendre que le poste de coordinateur de la lutte contre la haine musulmane à la Commission européenne est resté vacant depuis juillet 2021. Mais ce manque de représentation au plus haut niveau n’est qu’un exemple de plus.

Nous avons également vu l’UE et la France s’opposer à la création d’une Journée internationale de lutte contre l’islamophobie à l’ONU en mars. En tant que diplômé en politique, je comprends mieux que quiconque les subtilités de la realpolitik au sein de la diplomatie – mais comment justifier une telle décision ? Comment suis-je censé conseiller à mes organisations membres de s’engager auprès des institutions européennes qui les représentent, alors qu’elles refusent de soutenir des activités reconnaissant leur oppression ? Je peux poser cette question car **j’ai aussi personnellement mené la campagne des élections européennes**

pour mon organisation en 2019, ayant réussi à encourager des centaines de jeunes musulmans à voter.

En tant qu'organisation consacrée à l'élévation des voix des jeunes musulmans, nous avons eu des campagnes de diffamation presque systémiques avec des intervalles périodiques, en prêtant soigneusement attention aux cycles de nouvelles. Chaque institution ou dirigeant qui cherche à s'engager avec nous en tant qu'organisation représentative est critiqué et contraint de se désengager. Si certains dirigeants européens ont clairement indiqué qu'ils ne se laisseraient pas intimider pour ne pas s'engager auprès des jeunes musulmans, d'autres ne l'ont pas fait.

La dernière tentative du gouvernement français d'étiqueter et de demander à la Commission européenne de se désengager complètement doit être considérée pour ce qu'elle est : une islamophobie flagrante. Et ce, afin de renforcer leur crédibilité de droite dans un but électoral.

Ce comportement du gouvernement français n'est pas nouveau : **en novembre 2021, ils ont utilisé le poids de leurs hautes fonctions non pas pour lutter contre le racisme, mais pour forcer le retrait d'une campagne de défense des droits de l'homme demandant que les femmes musulmanes puissent porter le hijab ou non.** Bien qu'il ne s'agisse pas de notre campagne, au lieu de critiquer leurs propres institutions, **ils ont choisi de propager des théories du complot.**

L'impact de la diffamation islamophobe

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est l'impact de cette islamophobie institutionnelle : elle conduit à des abus racistes, à des menaces de violence et à la perte d'opportunités d'emploi. Il ne s'agit pas là d'affirmations hypothétiques, mais d'impacts réels auxquels mes volontaires et les militants musulmans de toute l'Europe ont dû faire face tout au long et à la suite de leur parcours militant. **Cela**

conduit à une détérioration complète de la santé mentale et physique en raison du stress, de la peur et finalement d'un désengagement total.

Il convient de noter que ces attaques sont un moyen courant de chercher à saper le travail de nombreux citoyens et organisations civiles musulmans qui s'efforcent d'apporter une contribution positive à leurs sociétés européennes et de contrer l'islamophobie.

Le fait de réduire au silence et d'exclure de manière coordonnée les jeunes musulmans des politiques de la jeunesse et des processus démocratiques peut convenir à l'agenda de certains acteurs, mais cela appauvrit la société civile européenne, laisse la politique de la jeunesse incomplète et rend nos institutions fondamentalement non représentatives, tout en contribuant au rétrécissement actif de notre espace civique.

Le moment est venu pour les responsables institutionnels, politiques et de la société civile aux niveaux européen et national de prendre cette question au sérieux. Il n'y a tout simplement pas d'autre option. **Le temps de l'apaisement de ceux qui font des musulmans des boucs émissaires et qui excusent leur langage de haine en le faisant passer pour de la liberté d'expression doit prendre fin.** Les valeurs européennes de dignité humaine, de droits fondamentaux et d'égalité doivent être démontrées par des actions sur ce sujet.

En tant que jeunes musulmans, nous constituons une grande partie du tissu unique de l'Europe, où l'on nous a appris que chaque brin est aussi important que l'autre. **Nous n'avons l'intention d'aller nulle part, et nous continuerons à apporter des changements positifs dans nos sociétés et à défendre nos droits pour tous, tout en travaillant jour et nuit à la réalisation de notre vision : une Europe diverse, cohésive et vivante pour tous**

BrusselsMorning

En lien :

> *Le Parlement européen met ses moyens à disposition de l'ONG proche des Frères musulmans FEMYSO pour sa Journée européenne contre l'islamophobie. La présidente des eurodéputés socialistes invitée d'honneur (MàJ : Vidéo)*

> *FEMYSO, l'association proche des Frères Musulmans, chouchou de Bruxelles : "Cette fois-ci, la complicité est évidente" (MàJ)*

14/09/2022

FEMYSO : Le 19 août dernier, Darmanin a demandé que "des mesures soient prises sans délai" afin que "cette organisation proche des Frères musulmans" ne reçoive plus "aucun soutien des institutions européennes". La lettre est restée sans réponse (MàJ)

[…]

La voix de la France a décidément du mal à porter. Gérald Darmanin l'avait annoncé : il devait écrire cet été à la

Commission européenne pour les interroger sur les liens entre l'institution transnationale européenne et une association proche des Frères musulmans, le FEMYSO. ***Marianne* a pu consulter ce courrier, envoyé le 19 août dernier**, signé des **ministres de l'Intérieur Gérald Darmanin, de l'Europe et des Affaires étrangères Catherine Colonna, et de la secrétaire d'État chargée de l'Europe Laurence Boone**. Parmi les destinataires : la vice-présidente chargée des valeurs et de la transparence, Vera Jourova, le vice-président chargé de la promotion de notre mode de vie européen, Margaritis Schinas, le commissaire à la justice Didier Reynders mais surtout à la Commissaire à l'Égalité Helena Dalli, qui s'est affichée en personne sur des photos avec le bureau exécutif du FEMYSO.

Dans ce courrier, la France alerte sur la complaisance de la commission envers le FEMYSO, proche des Frères musulmans, une organisation fondamentaliste prônant un islam politique, identitaire et ultra-conservateur. Les ministres y déplorent que, « *dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la jeunesse, le 12 août dernier, la Commission européenne a publié une vidéo promouvant la diversité de la jeunesse européenne. Le Forum des Organisations Européennes musulmanes de jeunes et d'Étudiants (FEMYSO), fait partie des organisations mises en avant dans cette vidéo* ». Ils expliquent que « ***cette organisation, proche des Frères musulmans, est pourtant connue pour promouvoir un agenda politique à rebours des objectifs d'intégration, d'émancipation citoyenne et d'égalité entre les femmes et les hommes défendus par la France et l'ensemble de l'Union européenne. Ces faits sont largement documentés et partagés*** ».

Ils rappellent également que le gouvernement français a déjà fait part de ses préoccupations au cours de l'année 2021. « ***Nous tenons donc à vous affirmer, une nouvelle fois, la vive opposition de la France à ce que le FEMYSO soit associé à l'image de l'Union européenne ou considéré comme l'un de ses partenaires. Nous souhaitons également que des mesures soient***

prises, sans délai, afin de s'assurer qu'il ne reçoive aucun soutien des institutions européennes, y compris sur le plan financier », insiste le courrier.

« *Les autorités françaises porteront une attention toute particulière à l'évolution de ce dossier au cours des semaines et des mois à venir. Nous vous saurions gré de bien vouloir nous indiquer les actions que vous envisagez de prendre pour répondre aux préoccupations formulées dans ce présent courrier* », demandent-ils également.

Selon nos informations, **les ministres n'ont reçu, à ce jour, aucune réponse écrite de la Commission** mais la commissaire Dalli s'est engagée, lors d'une rencontre avec Laurence Boone, à étudier les éléments fournis par la France sur l'agenda réel du FEMYSO.

[…]

Marianne

Depuis le 19 août dernier, ENAR a annoncé que la Commission européenne participerait à la journée contre l'islamophobie organisée par le FEMYSO et les eurodéputés Renaissance (ex-LREM) se sont opposés à un débat sur le FEMYSO au Parlement européen :

ENAR Europe
@ENAREurope

📣 Take action against #islamophobia!
Be the voice of European muslim youth and take part in our event with the @EU_Commission on the European Action Day Against Islamophobia!
Learn more here: femyso.org/conference-for...
#EADAI22



FEMYSO and Kim Smouter-Umans

8:04 AM · Sep 12, 2022 · Twitter Web App

Les eurodéputés Renaissance (LREM) ont rejeté la demande de débat sur le soutien de la Commission au FEMYSO, ONG proche des Frères musulmans. Le gouvernement français avait pourtant émis le souhait de "faire pression" sur la Commission à ce sujet

---

29/08/2022

MàJ : « L'association FEMYSO ne correspond pas à nos valeurs de laïcité »

> *« L'association #FEMYSO ne correspond pas à nos valeurs de laïcité. Avec @GDarmanin, nous réécrivons à la Commission européenne. Je suis en train de contacter tous mes homologues européens pour faire pression sur la Commission. » #Les4V pic.twitter.com/sUqPYzzVK9*
>
> *— Laurence Boone (@LaurenceBoone) August 29, 2022*

18/08/2022

Darmanin va écrire à la Commission européenne à propos du FEMYSO, ONG

proche des Frères Musulmans

> *Le cabinet de la secrétaire d'État en charge de l'Europe @LaurenceBoone dit envisager "une démarche commune avec nos partenaires européens sur ce sujet, à Bruxelles" et dénonce le "discours radical et trop souvent contraire aux objectifs d'inclusion et d'émancipation" du FEMYSO.*
>
> *— Hadrien Brachet (@H_brachet) August 18, 2022*

Dans une vidéo postée sur le compte Instagram de la Commission européenne le 12 août dernier apparaissent des jeunes portant des tee-shirts du FEMYSO. Cette organisation accusée d'être proche de l'idéologie des Frères Musulmans avait pourtant fait l'objet en novembre de vives critiques du gouvernement français. Gérald Darmanin va écrire à la Commission européenne à ce sujet, indique son cabinet à « Marianne ».

Au premier abord, la vidéo, postée sur le compte Instagram de la Commission européenne le 12 août pour la Journée internationale de la jeunesse, paraît tout à fait anodine. Un clip comme en pond régulièrement l'UE pour promouvoir ses valeurs. Accompagnées d'extraits d'un ancien discours d'Ursula von der Leyen défilent des images de jeunes européens souriants, engagés pour différentes causes : environnement, culture, etc… « *Soyons inspirés par toutes les jeunes personnes qui montrent que vous pouvez accomplir ce en quoi vous croyez* », lance la présidente de la Commission, avant de conclure : « *c'est l'esprit de la prochaine génération de l'Europe*. » C'est beau comme du papier glacé.

Voir cette publication sur Instagram

Une publication partagée par European Commission □□ (@europeancommission)

Pour célébrer la Journée internationale de la jeunesse, le

> *Parlement européen a mis en avant une jeune française voilée et la Commission européenne a inséré une photo des islamistes du FEMYSO dans sa vidéo*

Mais à y regarder de plus près, dans les premières secondes du clip apparaissent plusieurs jeunes portant fièrement des tee-shirts du Forum of European Muslim Youth and Student Organisations (FEMYSO). Problème : cette organisation controversée est considérée par plusieurs chercheurs comme évoluant dans la galaxie idéologique des Frères musulmans, qui promeut le développement d'un islam politique. En novembre, Marlène Schiappa, alors secrétaire d'État à la citoyenneté, avait même qualifié cette confédération de 32 organisations membres de « *faux nez de l'islamisme* ». Le cabinet de Gérald Darmanin indique ce jeudi à *Marianne* que le ministre « *va écrire à la Commission à ce sujet* ».
[…]

IDÉOLOGIE DES FRÈRES MUSULMANS

L'affaire ne s'était pas arrêtée là. Dans une enquête en deux volets, *Marianne* soulignait les liens du FEMYSO avec l'idéologie des Frères Musulmans. Si l'association le conteste, plusieurs chercheurs interrogés avançaient que FEMYSO est une émanation jeune de l'Union des Organisations Islamiques en Europe (UOIE)*, structure proche des Frères musulmans qui représente le courant fondamentaliste de l'islam en Europe. « *Les documents de l'UOIE prouvent très clairement que le FEMYSO est une de leurs émanations* », avançait Lorenzo Vidino, professeur et directeur d'un programme sur l'extrémisme à l'Université George-Washington.

Par ailleurs, l'une des anciennes présidentes du FEMYSO Intissar Kherigi n'était autre que la fille de Rached Ghannouchi, leader du mouvement islamiste tunisien Ennahdha. En 2011, FEMYSO organisait une session d'études sur l'islamophobie au Centre Européen de la Jeunesse qui dépend du Conseil de l'Europe. Parmi les intervenants à l'époque : Tariq

Ramadan.

Mais FEMYSO continuait de nier entretenir des liens avec les Frères musulmans, jugeant qu'il s'agissait d'« *allégations calomnieuses* ». « *Nous ne sommes liés à aucun groupe politique* », se défendait le 3 novembre dernier Hiba Latreche, vice-présidente de FEMYSO. Au lendemain du retrait de la campagne du Conseil de l'Europe, l'organisation s'était même lancée dans de vives attaques verbales contre la France, sa présidente Hande Taner jugeant dans une vidéo d'Al Jazeera que « *Paris est actuellement la capitale du préjugé occidental* » et que « *la plus grosse exportation de la France est juste le racisme* ».

[…]

> *Un parlementaire européen demande à Dupond-Moretti, représentant la Présidence française de l'UE, si la France fera pression sur l'UE pour qu'elle cesse de collaborer avec des islamistes comme le FEMYSO : "Ce n'est pas de mon ressort"*

> *Le Conseil de l'UE, sous présidence française, ne prendra pas de mesures pour mettre un terme au financement par la Commission d'ONG affiliées aux Frères musulmans : « ce n'est pas de sa compétence »*

Marianne

En Lien :

> *FEMYSO, l'association proche des Frères Musulmans, chouchou de Bruxelles : "Cette fois-ci, la complicité est évidente"*

(MàJ)

Pour célébrer la Journée internationale de la jeunesse, le Parlement européen a mis en avant une jeune française voilée et la Commission européenne a inséré une photo des islamistes du FEMYSO dans sa vidéo

Pour la Commission européenne, le FEMYSO, l'ONG proche des frères musulmans à l'initiative de la campagne #joyinhijab, n'a violé aucune des valeurs de l'Union européenne (MàJ)

Le réseau ENAR (ancien président Frère musulman), dont font partie Alliance Citoyenne (Burkini/Hijabeuses), le FEMYSO (#joyinhijab), Coexister (fillettes voilées à Saint-Sulpice) et le CCIE (ex-CCIF), reçus à la Commission européenne (MàJ)

Le Parlement européen met en scène des militants du FEMYSO, ONG proche des Frères musulmans à l'origine de #joyinhijab, pour inciter à participer à une consultation sur l'Evènement Européen de la Jeunesse 2023 (MàJ)

Le Parlement européen met en avant une photo de membres du FEMYSO, ONG islamiste proche des frères musulmans, pour son dossier multimédia de l'Année européenne de la jeunesse 2022

Malgré la polémique #joyinhijab, la Commission européenne a reçu le FEMYSO, ONG islamiste proche des frères musulmans, à la Conférence sur l'avenir de l'Europe

Le Conseil de l'UE, sous présidence française, ne prendra pas

de mesures pour mettre un terme au financement par la Commission d'ONG affiliées aux Frères musulmans : « ce n'est pas de sa compétence »

Son clip défendant le hijab pour une campagne du Conseil de l'Europe avait fait polémique : enquête sur l'organisation Femyso

Femyso, une association proche des Frères musulmans applaudie au parlement européen après un discours contre l'islamophobie

Marlène Schiappa saisit la Commission européenne pour lutter contre les associations islamistes qui attaquent la France et font de l'entrisme au sein du commissariat européen à l'égalité

64 millions d'euros de subventions européennes accordées à des associations liées aux Frères musulmans

Promotion du salafisme, du hijab, de la charia, légitimation du djihad : Quand l'Union Européenne finance avec nos impôts les Frères Musulmans

https://www.fdesouche.com/2022/07/20/quand-lue-finance-la-formation-de-la-jeunesse-islamiste-a-haut-potentiel-chez-les-freres-musulmans-et-fait-leur-promotion/

Une affiche de la Conférence sur l'avenir de l'Europe fait la promotion du voile islamique (MàJ: la Commission rejette la responsabilité sur le Parlement car "le site de la Conférence n'a affiché qu'un lien" vers celui du Parlement où elle était visible)

Le vice-président du groupe socialiste au Parlement européen a autorisé un salafiste français fiché S et une ONG islamiste pro-Turquie d'y organiser une conférence sur l'islamophobie en France (MàJ)